

Association Suisse-Israël

Le pays et la paix

Par Corina Eichenberger-Walther

Les images ont fait le tour du monde. Nous nous en souvenons encore aujourd'hui : des centaines de milliers de personnes se rassemblent sur les places et dans les rues d'Europe. A Zurich, c'étaient dix mille hommes et femmes qui se sont tenus sur la place du Münster, des milliers se sont rassemblés à Genève, Berne, Bâle et ailleurs en Suisse. Ils ont marqué leur solidarité pour le petit état d'Israël, qui, à l'époque, en juin 1967, n'existait alors que depuis 19 ans.

En novembre 1947, l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies a créé la base pour l'existence de l'état d'Israël. En mai 1948, David Ben Gurion proclamait son indépendance. C'est directement à la suite de cette proclamation que les armées de différents pays arabes voisins d'Israël ont attaqué l'état nouvellement créé. Le jeune état juif s'est défendu et, en mai 1949, il a été accueilli en tant que membre souverain dans le concert des nations.

Le 22 mai 1967, l'Egypte bloquait le détroit de Tiran pour les navires israéliens et mobilisait des troupes et des chars à la frontière d'Israël. Peu avant, le Président Gamal Abdel Nasser a obtenu le départ des troupes de l'UNEF (United Nations Emergency Forces) du Sinaï. Le 5 juin, Israël a entrepris une offensive aérienne contre l'armée égyptienne et contre les armées de Jordanie et de Syrie qui seront rangées aux côtés de l'Egypte. C'était une guerre préventive, qui a pris fin le 10 juin. Le résultat de l'intervention militaire est bien connu. Israël a conquis la péninsule du Sinaï et la Bande de Gaza, précédemment égyptiennes, la Cisjordanie et Jérusalem-ouest, anciennement jordaniennes et le Plateau du Golan, pris à la Syrie.

En Suisse, ce sont plusieurs millions de francs de dons qui ont été récoltés pendant ces six jours de juin 1967, pour « un soutien à Israël ». C'était la réponse à la menace exprimée à l'époque par le Président égyptien Gamal Abdel Nasser de « jeter les Juifs à la mer ». En partie pendant et juste après la « Guerre des Six Jours », des Suissesses et des Suisses inquiets, généralement jeunes, se sont mis en route pour visiter leurs amis et leurs familles en Israël. Ils ont rencontré, non pas des vainqueurs et des vaincus, mais que des Israéliens et des Palestiniens, chez qui l'on remarquait le soulagement que la frayeur n'ait été que de si courte durée. Déjà, les discussions ont commencé pour savoir comment il fallait aller de l'avant. Pour la première fois s'est cristallisée l'expression « Territoires contre la paix » pour décrire la partie israélienne. Cette expression accompagne la longue confrontation entre les Israéliens et les Palestiniens depuis plus de 50 ans maintenant.

En juin 2014, le Hamas, l'organisation terroriste implantée à Gaza, a, pour la première fois, attaqué Israël au moyen de roquettes de haute précision. Elles avaient été introduites dans la Bande de Gaza depuis l'Égypte sous la présidence de Mohamed Mursi entre 2012 et 2013. Leur objectif était principalement Tel Aviv, mais elles avaient une portée qui dépassait Akko. Le 8 juillet, Israël a réagi à ces salves persistantes de roquettes par des frappes de son armée de l'air. Il s'en est suivi un conflit par les armes entre Israël et le Hamas. Cette fois, il n'a pas été de courte durée, étant donné qu'il a duré jusqu'au 26 août, date à laquelle est entré en vigueur un cessez-le-feu illimité. Pendant ce temps, ce sont plus de 3'000 roquettes qui ont été tirées sur Israël depuis Gaza. Sans le système de défense contre les fusées « Iron Dome », il y aurait eu des dizaines de milliers de morts en Israël.

Entre la « Guerre des Six Jours » et la « Guerre de Gaza de 2014 » se sont écoulés environ 50 ans, durant lesquels il n'a pas été possible d'atteindre un accord concernant le conflit israélo-palestinien que ce soit au travers de négociations directes ou indirectes. Mais, il y a toujours eu de nouvelles tentatives pour lesquelles les espoirs de parvenir à un accord étaient grands. Et il y a eu des plans de paix, qui ont chacun porté les noms de leurs auteurs : le plan Fahd, le plan Peres, le plan Shultz, le plan Shamir, le plan Mubarak, le plan Baker, les « paramètres Clinton », le plan Mitchell, le plan Tenet, le plan Abdullah et bien d'autres. S'y ajoutent la création d'un « Quartet pour le Moyen-Orient », constitué des USA, de la Russie, de l'Union Européenne et de l'ONU. Il s'agit de ne pas oublier de mentionner l'« Initiative de Genève ». La plupart des propositions de médiation ont été rejetées soit par les deux parties, soit par une seule. Malgré tout : durant ces 50 ans il y a également des évolutions positives à relater. La visite du Président égyptien Anwar al Sadat en Israël en 1977. Les accords de Camp David en 1978. Le traité de paix israélo-palestinien de 1979, lié à l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Le retrait d'Israël du Sinaï en 1982. Les accords d'Oslo de 1993 et 1995. L'établissement de l'Autorité palestinienne en 1994. La conclusion du traité de paix israélo-jordanien de 1994. Le retrait par Israël de la Bande de Gaza en 2005. Il ne s'agit donc pas d'un arrêt complet. Mais, les deux derniers présidents américains, George W. Bush et Barack Obama n'ont pas réussi, en fin de compte, à concilier les différends entre Israéliens et Palestiniens. Il est trop tôt pour se prononcer sur les chances d'aboutir de la nouvelle administration des Etats-Unis d'Amérique. Il y a eu des signes d'espoir, à l'époque, lorsque Yasser Arafat, Shimon Perez et Yitzhak Rabin se sont vus conjointement décerner le Prix Nobel de la Paix. Mais durant ces 50 années il y a également eu des espoirs qui ont été détruits. Particulièrement quand Anwar al Sadat et Yitzhak Rabin ont été assassinés par leurs propres coreligionnaires.

Tous ces événements que j'ai relatés doivent être rappelés, car, dans notre pays, diverses organisations rendent Israël seul responsable pour le fait que, depuis la fin de la « Guerre des Six Jours », il n'y a pas eu de solution au conflit. En première ligne de cette croisade l'on trouve le « Forum pour les Droits de l'Homme en Israël / Palestine » et les groupes qui se font appeler BDS. Ils mettent en doute la légitimité d'Israël et appellent au boycott actif des produits israéliens. Israël peut absolument être tenu responsable de ne pas avoir fait ou de ne pas faire suffisamment pour un règlement de paix. Et il existe des situations et des développements dans le comportement d'Israël vis-à-vis des Palestiniens qui sont dignes de critiques. Il est néanmoins à noter que de telles critiques sont toujours et invariablement adressées à Israël,

et cela même au sein de la société israélienne. Ce qui est évident dans un pays qui a un parlement librement élu, qui bénéficie de tribunaux indépendants et des médias libres. Leur capacité à voir s'est beaucoup dégradée, cela se remarque très clairement quand des intervenants à des forums sont questionnés au sujet de leur capacité à voir la terreur du Hamas de la même façon et avec la même acuité que leurs condamnations et leurs attaques à l'égard d'Israël. S'ils ont demandé plus avant pourquoi une grande partie de l'élite palestinienne ne reconnaît toujours pas l'existence d'Israël. Le silence en réponse à ces questions est assourdissant.

L'Association Suisse-Israël ne nie pas les réalités du Proche-Orient. Surtout pas en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Son but principal reste néanmoins le même : contribuer à ce qu'Israël puisse vivre en paix et que sa population puisse vivre dans des frontières reconnues et sécurisées. C'est pourquoi elle se positionne aussi clairement pour une « solution à deux états ».

Présentement, il est important de retenir que les positions entre les deux parties au conflit continuent à sembler inconciliables. Les accusations mutuelles cachent malheureusement la vision d'une chance d'un rapprochement des positions. C'est ainsi que le fait est rendu invisible qu'une majorité de la société civile israélienne se déclare toujours favorable à une « solution à deux états », même après la « Guerre de Gaza de 2014 », provoquée par le Hamas. Et, malgré les positions radicales de certains ministres du cabinet israélien actuel, la proposition de se mettre à table en tout temps avec les Palestiniens pour arriver à une solution grâce à un troisième cycle de négociations qui devrait inclure la question controversée des colonies, reste d'actualité.

Il faut vouloir la paix. Le gouvernement d'Israël – qu'il soit de droite ou de gauche – l'a toujours voulue et continue de la vouloir. Après les accords d'Oslo, il manquait à la direction palestinienne cette volonté, de Yasser Arafat à Mahmud Abbas, en particulier durant les moments décisifs.

Ces jours, il s'agit de se souvenir de deux événements historiques. Souvenons-nous de la décision de partition de l'ONU en 1947 que j'ai déjà évoquée. Elle a créé les prémices pour la constitution de l'état d'Israël. Souvenons-nous aussi du premier Congrès Sioniste, d'il y a 120 ans à Bâle. C'est là que Théodore Herzl a présenté sa vision d'un état futur comme foyer du peuple juif. Est-ce que la vision correspond à la réalité actuelle ? Là aussi, nous nous disputons, et les israéliens se disputent à ce sujet encore avec plus de véhémence. Il est incontesté qu'Israël peut célébrer son 70^{ème} anniversaire l'année prochaine. Ce serait l'occasion rêvée pour que les Israéliens et les Palestiniens se mettent à une même table et ne s'en relèvent plus, jusqu'au moment où ils ont obtenu un accord que l'on pourra qualifier de solution pour la paix. Enfin, nous pourrions dépasser le « pays contre la paix ». Le résultat serait le pays et la paix – pour les deux côtés.

Corina Eichenberger-Walther est avocate, Conseillère Nationale PLR argovienne et Présidente Centrale de l'Association Suisse-Israël